

Menu

Accueil
Liens utiles
Le Ministre, Le Ministre I
Ministère des Affaires Et
Publications
Coopération Bilatérale
Coopération Multilatérale
Affaires Consulaires
Dossiers
I.D.R.I
Postes Diplomatiques &
Consulaires à l'Etranger
Culture
Commerce et Investisse
Economique

rechercher



[Recherche Avancée](#)

CULTURE

[MANIFESTATIONS
CULTURELLES](#)

ECONOMIE

[INFORMATIONS
ECONOMIQUES](#)



ALGERIE - EUROMED

EUROMED

samedi 25 février 2006

Ouverture à Alger des travaux du congrès du MEI

Les travaux du congrès du Mouvement européen international (MEI) ont débuté vendredi matin à Alger en présence de plus de 400 participants représentant des pays européens et des Etats de la Rive sud de la Méditerranée.

L'ouverture des travaux s'est déroulée en présence de M. Mohammed BEDJAOUI, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, de M. Abdelaziz BELKHADEM, Ministre d'Etat, Représentant personnel du Chef de l'Etat, ainsi que de membres du gouvernement.

Discours de M. BEDJAOUI à l'ouverture du Congrès du Mouvement Européen International (MEI), à Alger

M. Mohammed BEDJAOUI, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères a prononcé vendredi 24 février 2006, à l'occasion de l'ouverture des travaux du congrès du Mouvement européen international (MEI) un discours dont voici le texte intégral :
[\(Lire ...\)](#)

Le "prix Méditerranée pour la diplomatie" de la fondation "Mediterraneo" décerné à M. BEDJAOUI



La Fondation "Mediterraneo" a décidé de décerner "le prix Méditerranée pour la diplomatie" à M. Mohammed BEDJAOUI, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères, , a annoncé aujourd'hui dimanche son directeur, M. Michel CAPASSO.

Le prix sera remis, "au mois de mai" prochain à M. BEDJAOUI à Naples (Italie), siège de la fondation, au cours d'une journée dédiée à l'Algérie pour son rôle dans le processus de Barcelone, intitulée "Dialogue pour l'alliance des civilisations, le rôle de l'Algérie dans le processus de Barcelone", a précisé M. CAPASSO, en marge du congrès du Mouvement européen international (MEI), dont les travaux prendront fin dimanche à Alger.



Dans une déclaration à la presse, M. BEDJAOUI a indiqué qu'il est "très touché par cette distinction décernée par la fondation méditerranéenne basée en Italie".

"Le jury de Naples a délibéré hier et m'a décerné ce prix dans le cadre de cette rencontre euro-méditerranéenne".

"Cette distinction est un signe pour moi que la construction euro-méditerranéenne doit répondre aux aspirations les plus profondes de nos peuples autour de la Méditerranée", "cela est une garantie du succès d'avenir", a encore souligné le Ministre d'Etat.

Plusieurs personnalités ont été primées par la fondation "Mediterraneo", notamment feu le roi HUSSEIN, Amr MOUSSA (secrétaire général de la Ligue arabe), l'écrivain Naguib MAHFOUD, etc.

La fondation "Mediterraneo" est un organisme à vocation internationale dont le champ d'action couvre tant le domaine de la culture que celui des sciences et de la recherche.

Son action principale est la constitution "d'une coalition de valeurs et d'intérêts partagés entre les pays qui ont gravité ou gravitent encore autour de la Méditerranée dans une continuité historique, avec les grandes expériences culturelles et politiques

INFOS - EXPRESS

Info Express

TEXTES
D'APPLICATION

NEW!

CHARTRE POUR LA
PAIX ET LA
RECONCILIATION
NATIONALE



Algérie - Union Européenne

Accord d'Association entre l'Algérie
L'Union Européenne



du passé, pour leur proximité géographique et par les influences socioculturelles", ce qui ressort en substance du "Manifeste pour les Alliances entre les civilisations", de cette fondation rendu public dimanche à Alger.

Cette coalition de valeurs, poursuit le document, "agira sur le terrain des faits, en développant des modèles et des programmes de croissance morale et matérielle dans la région, fondés sur l'égalité de la dignité et sur le respect réciproque d'identités originaires différentes (...)".

Tout ce travail, souligne la fondation, "est fondé sur le principe de l'égalité, de la souveraineté et de la dignité des peuples, et sur le respect du pluralisme, des diversités culturelles, des droits fondamentaux de la personne et de la démocratie".

La fondation se présente également comme le "chef de file" du Réseau italien de la fondation euro-méditerranéenne "Anna LINDH", pour le dialogue entre les cultures, membre fondateur de la "Plate-forme non-gouvernementale Euromed", membre de "la Plate-forme Euromed de la jeunesse" et observateur de l'"Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne".

Elle affirme soutenir aussi, par l'intermédiaire de ses membres, le programme de l'ONU "Alliance des civilisations".

Fort de son réseau d'organismes et institutions de la "Grande Méditerranée", la fondation considère en outre "très urgent", particulièrement, et à la lumière des événements qui ont causé des incompréhensions et séparations dans le monde musulman et l'Occident", de réunir toutes "les forces et ressources disponibles pour développer des actions concrètes", pour tisser un réseau d'alliances entre les civilisations, "qui soit la base pour l'Alliance des civilisations proposée par l'ONU".

Les participants au congrès d'Alger pour une structuration de la société civile de la rive sud

Les participants aux travaux du congrès du Mouvement européen international (MEI) ont insisté samedi 25 février à Alger sur la nécessité d'une structuration de la société civile du sud de la méditerranée de manière représentative afin "d'être un interlocuteur dans le dialogue avec l'Europe".

Les intervenants à l'atelier consacré au thème de l'"appropriation" ont ajouté qu'une "volonté politique" des pays du nord et du sud de la méditerranée doit se concrétiser afin de "créer un véritable ensemble régional fort avec une intégration forte pour se présenter face à l'Europe".

L'appropriation, nouveau concept dans les relations Euro-méditerranéennes, faisant partie de la politique de voisinage de l'union européenne, met en place une nouvelle approche de l'Europe vis-à-vis de la rive sud de la méditerranée.

Des experts ont également proposé que la société civile du sud de la méditerranée participe à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes de développement.

Il a été, par ailleurs, suggéré de créer un observatoire sur la réalisation de la coopération nord sud au niveau des concepts initiaux des programmes et de leur suivi.

Les travaux du congrès s'étaient ouverts vendredi et s'achèveront dimanche

Les congressistes planchent sur la définition d'"une vision commune du futur" et abordent les voies et moyens d'"encourager la coopération entre les sociétés civiles des deux rives de la Méditerranée",

Outre ces volets, les experts conviés à la rencontre d'Alger discutent de neuf thèmes. Il s'agit notamment de l'information, l'éducation, la formation, l'emploi, la migration et l'investissement ainsi que de celui relatif à la culture.

Poursuite des travaux du congrès du Mouvement européen international sous forme d'ateliers

Les travaux du congrès du Mouvement européen international (MEI) se sont poursuivis samedi 25 février 2006 pour le deuxième jour, et ce, au niveau des neuf ateliers dont celui de "la participation" qui a appelé à "renforcer le rôle de la société civile dans les pays de la rive sud de la Méditerranée".

Les participants à cet atelier ont estimé que "les sociétés civiles doivent être progressivement associés dans les questions politique, économique, sociale et culturelle des pays du sud de la Méditerranée".

Les communications des participants à l'atelier en question ont mis l'accent sur la contribution de la femme à la redynamisation du rôle de la société civile, se référant aux recommandations du rapport final sur l'activité du MEI depuis 2004, année de la tenue du congrès à Malte, jusqu'au mois de février en cours.

A ce propos, le rapport note que "les droits fondamentaux de la femme constituent une partie intégrante des droits de l'Homme" et que "l'égalité des chances entre l'homme et la femme est l'objectif commun de toutes les stratégies de développement humain et économique dans les sociétés du nord et du sud de la méditerranée".

Les participants ont par ailleurs estimé nécessaire que l'affirmation du rôle des sociétés civiles dans les pays de la rive sud puisse accompagner les réformes socio-économiques, dans "le cadre de la démocratie et du débat productif sur les principes du respect des droits de l'homme et de l'égalité des sexes sans discrimination aucune".

Dans ce contexte, les participants ont tenu à rappeler les recommandations du congrès d'Alexandrie -tenu en mars 2004- qui préconisent l'introduction d'une série de réformes économique, judiciaire, structurelle, sociale dans le monde arabe.

D'autres intervenants ont, pour leur part, mis l'accent sur le concept de rapprochement dans le dialogue Nord-Sud à travers l'instauration d'un partenariat économique, culturel et civilisationnel.

Les animateurs de l'atelier "la participation" ont mis en relief la question de la promotion des échanges entre les jeunes méditerranéens, dans le but d'intensifier les contacts et l'échange d'expériences entre les sociétés civiles des deux rives de la méditerranée.

Dans ce sens, une intervenante a appelé les sociétés civiles de l'Europe à se rapprocher des citoyens de la rive sud de la méditerranée notamment d'origine maghrébine et musulmane en vue de "s'enquérir de leurs attentes et préoccupations".

Selon le rapport final de l'activité du MEI, la communauté musulmane en Europe est évaluée actuellement à 10 millions de personnes, d'où "la nécessité de remplacer le terme "participation" par "intégration".

Les participants proposent également "la création d'un observatoire méditerranéen chargé du suivi des recommandations des conférences de dialogue entre le nord et le sud de la méditerranée".

Les travaux du congrès du MEI, ouverts vendredi à Alger, seront clôturés demain dimanche par l'adoption de recommandations sur les différents thèmes débattus lors de cette rencontre.

Les congressistes planchent, lors de cette rencontre à laquelle prennent part plus de 400 experts représentant des pays européens et autres de la rive sud de la méditerranée", sur la définition "d'une vision commune du futur" et abordent les voies et moyens "d'encourager la coopération entre les sociétés civiles des deux rives de la méditerranée".

Fin du congrès du Mouvement européen international (MEI) autour du dialogue nord-sud

Les travaux du congrès du Mouvement européen international (MEI) autour du dialogue nord-sud ont pris fin dimanche à Alger, en présence de M. Mohammed BEDJAOUI, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères.

Les participants à ce congrès de trois jours se sont penchés sur la définition d'"une vision commune du futur" et les voies et moyens d'"encourager la coopération entre les sociétés civiles des deux rives de la Méditerranée",

Outre ces volets, ils ont également discuté de plusieurs thèmes ayant trait à l'information, l'éducation, la formation, l'emploi, la migration, l'investissement et la culture.

Dans une intervention à la cérémonie de clôture, M. BEDJAOUI a souligné que la "Maison Europe-Méditerranée est vaste". "Vaste est notre maison. Elle en a l'ambition et les moyens en dépit des difficultés rencontrées ici ou là", a-t-il dit.

"Notre histoire et la géographie que nous avons en partage, les échanges économiques, les flux migratoires, les mêmes soucis des grandes questions de l'heure : à tout cela nous ne pouvons pas échapper", a ajouté le ministre algérien. "Tout cela, a-t-il affirmé, nous oblige à un partenariat dont les obligations ne sauraient qu'être bien pensées, si comme c'est le cas, elles sont mûries dans un esprit de concertation et de respect mutuel".

M. BEDJAOUI a souhaité dans ce sens que "toutes les barrières qui, trop souvent nous interdisent de vivre ensemble, s'anéantissent" et que "sur le seuil de cette grande maison, nous puissions accueillir à nos côtés, tous ceux et toutes celles qui sont désireux de fortifier ce que nous avons déjà commencé de bâtir".

Pour sa part, le président du comité du MEI, M. Nothomb Charles-FERDINAND a indiqué que le congrès d'Alger "n'est qu'un commencement d'un long partenariat entre

les pays des deux rives de la Méditerranée".

Il a annoncé, par ailleurs, la mise en place d'un comité de suivi composé d'une quarantaine de membres chargé d'étudier les propositions arrêtées dans le cadre du congrès d'Alger.

M. FERDINAND s'est félicité de la qualité de l'organisation du congrès, ajoutant que "cette rencontre initiée par une organisation algérienne féminine, démontre que la femme des pays du sud n'est ni marginalisée ni brimée mais elle participe pleinement dans l'évolution de sa société".

De son côté, le vice-président de la bibliothèque d'Alexandrie a souligné la "réussite" de la rencontre d'Alger et estimé que "les travaux et les propositions faites à cette occasion ont été à la hauteur des préoccupations des deux rives" de la Méditerranée.

Création d'un observatoire euro-méditerranéen indépendant à Alger

Le congrès du Mouvement européen international (MEI) autour du dialogue nord-sud a pris fin dimanche 26 février 2006 à Alger par l'adoption d'un projet de création d'un observatoire euro-méditerranéen indépendant à Alger.

Mentionné dans la déclaration finale du congrès, ce projet a été adopté par le comité de suivi mis en place dans le but d'assurer l'évaluation et le suivi des propositions du congrès d'Alger.

Porteurs d'un message d'espoirs, les participants, dans la continuité du processus initié à Malte en novembre 2004, ont adopté la présente déclaration pour "une vision commune du futur" en s'engageant "à porter ce message au-delà des frontières et de toutes les barrières", indique la déclaration.

Convaincus de la nécessité de promouvoir le dialogue ouvert, égalitaire et sans tabou entre le Nord et le Sud, de favoriser la circulation des idées et des personnes, de définir une vision commune aux deux rives de la Méditerranée, les congressistes ont convenu de "promouvoir une information sur la base d'une éthique qui favorise le dialogue et la connaissance des différentes cultures".

Ils ont également appelé à agir pour une éducation équitable et interculturelle, précisant que "l'éducation est une mission collective des familles, du corps enseignant et des instances de gouvernance".

La promotion de la formation professionnelle et les échanges universitaires, ainsi que de la prise en compte de l'emploi en tant qu'objectif essentiel de la coopération, figure également parmi les propositions citées dans la déclaration finale du congrès.

Concernant le volet économique, la déclaration a soulevé la nécessité de promouvoir les investissements tant Nord-Sud que Sud-Sud et l'accès aux financements.

"Il est indispensable de poursuivre l'intégration économique de la zone (la Méditerranée) et de promouvoir l'échange de savoir-faire entre les acteurs du Nord et du Sud", a-t-on estimé.

"Il convient de renforcer la capacité des secteurs bancaire et financier à soutenir l'économie, promouvoir l'interaction des systèmes du Nord et du Sud, et favoriser le développement des petites et moyennes entreprises (PME)", ont préconisé les participants.

Les congressistes ont plaidé, par ailleurs, la promotion d'une autre vision des questions migratoires dans les relations sud-nord et sud-sud, soulignant l'intérêt "de valoriser la contribution des migrants au développement des pays d'origine et d'accueil".

La déclaration comprend également la promotion de la participation active de la société civile au processus politique et décisionnel, ainsi que de la promotion de l'appropriation en tant que "principe essentiel" de toute coopération et du dialogue entre citoyens de la région euro-méditerranéenne porteurs de valeurs et de cultures différentes.

"Il s'avère indispensable de comprendre les perceptions différentes et de les faire connaître pour dépasser les stéréotypes", ont-t-ils estimé.

Les participants, plus de 600 venus de pays européens et des Etats de la rive sud de la Méditerranée, se sont penchés, durant trois jours, sur la définition d'une "vision commune du futur" et les voies et moyens d'encourager la coopération entre les sociétés civiles des deux rives de la Méditerranée".

Outre ces volets, ils ont également discuté de plusieurs thèmes ayant trait à l'information, l'éducation, la formation, l'emploi, la migration, l'investissement et la culture.

Le congrès du MEI d'Alger qualifié d'"historique" par les participants

Le congrès du Mouvement européen international (MEI) autour du dialogue nord-sud, dont les travaux ont pris fin dimanche à Alger, a été qualifié d'"historique" par les participants.

Le congrès a constitué "un tournant dans les relations nord-sud et sud-nord. C'est une première qu'un nombre aussi important de membres du mouvement se déplacent vers un pays du Sud", a déclaré à l'APS M. Lannon Erwan, universitaire français et membre du MEI.

Concernant la déclaration finale du congrès, appelée "Déclaration d'Alger", M. LANON a affirmé que "c'est pour la première fois qu'une déclaration finale n'est ni préédigée ni imposée".

Il a également noté que c'est une première qu'un congrès de "cette importance" soit tenu dans un pays du Sud, ajoutant que l'Algérie a été sélectionnée pour abriter cet événement en raison de "son ouverture au monde et de sa place dans le concert des nations".

Soulignant la qualité de l'organisation du congrès, l'universitaire a assuré son engagement pour "défendre les idées et les propositions émises durant les trois jours de cette rencontre".

Pour sa part, le vice-président de la Bibliothèque d'Alexandrie (Egypte) s'est dit "très satisfait" du déroulement du congrès, précisant que la déclaration finale "démontre une vision commune basée sur la démocratie, la tolérance et les droits de l'homme".

"La Bibliothèque d'Alexandrie affirme son adhésion totale à cette déclaration qui constitue un pas en avant dans les relations entre les pays des deux rives (nord et sud)", a-t-il ajouté.

De leurs côtés, Mmes Fatima Malki Ben Soltane et Mounia Derouiche, respectivement présidente d'association et parlementaire tunisiennes, ont exprimé leur "satisfaction" quant à la forte participation féminine dans le congrès, ainsi qu'à "la qualité des délégations maghrébines".

Concernant la question de la migration, elles estiment que "nos migrants sont une richesse et non pas un problème", appelant par la même à "davantage de respect de la part des pays européens vis-à-vis de nos élites établies chez eux".

Par ailleurs, Mme Chikhi Yasmine, du Centre d'étude et de recherche sur le monde arabe et la Méditerranée de Genève (Suisse), a souligné l'importance des travaux au sein des ateliers mis en place au cours du congrès.

"Je souhaite vivement que les propositions soient mises en oeuvre", a-t-elle dit, jugeant "nécessaire" de faciliter le déplacement des "porteurs de dialogue" des deux côtés du bassin méditerranéen.

M. Ahmed Choukri, du Comité international pour le développement des peuples (une organisation non-gouvernementale européenne), a souligné "l'impératif de prendre en charge le problème de l'immigration clandestine, notamment dans la région sub-saharienne".

"L'Europe ne doit pas déléguer les pays du Maghreb pour régler le problème de l'immigration clandestine, mais devrait plutôt s'en occuper elle-même, notamment à travers la contribution dans le développement économique des pays africains", a-t-il préconisé.

De son côté, Mme Ruano Palou, une parlementaire espagnole, a qualifié le dialogue engagé au cours du congrès d'Alger de "riche et instructif", ajoutant qu'à travers "les liens historiques et culturels qui unissent les pays du sud et du nord de la Méditerranée, nous arriverons à se connaître et à se rapprocher davantage".



This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.